

L'EXCEPTION FRANCAISE

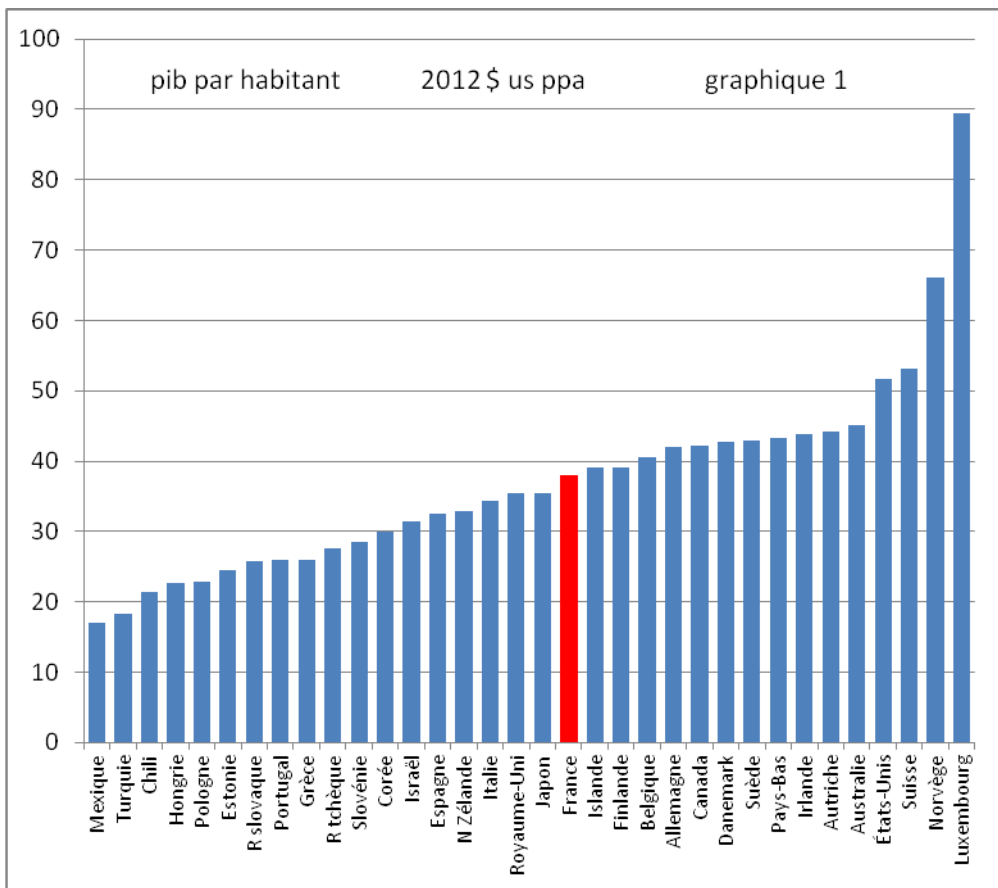
Jean-Pierre Givry

Face aux autres pays, la France ne manifeste pas sa singularité par des lois économiques qui lui seraient propres. Ce qui est en jeu, ce sont des choix de société malthusiens : le loisir préféré au travail, la démagogie de l'Etat Providence, le mépris du long terme. La société française prendra-t-elle le virage de sa lente et laborieuse désintoxication ?

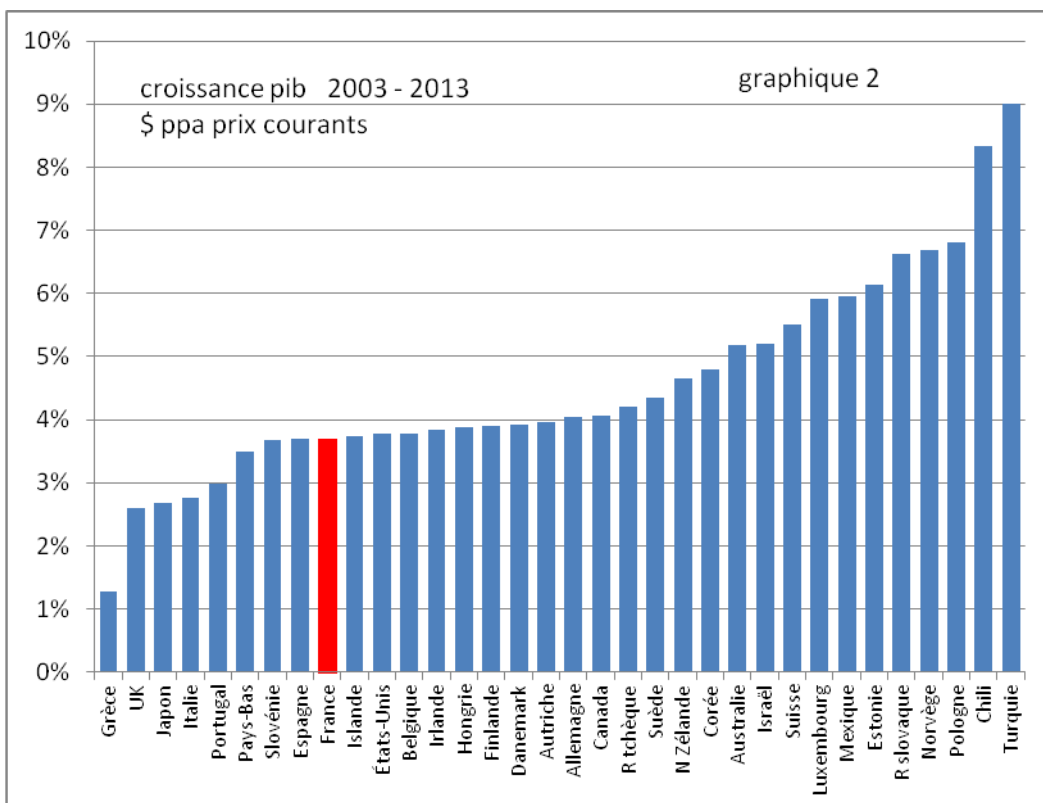
Il a été longtemps de mode en France de vanter les mérites d'un système que « le monde nous enviait ». Depuis la crise, l'antienne est devenue plus rare. Ce document compare les performances économiques françaises à celles des principaux pays étrangers. Son but est de préciser nos singularités nationales et d'apprécier les chances d'échapper aux plus nocives d'entre elles.

La France face aux autres pays

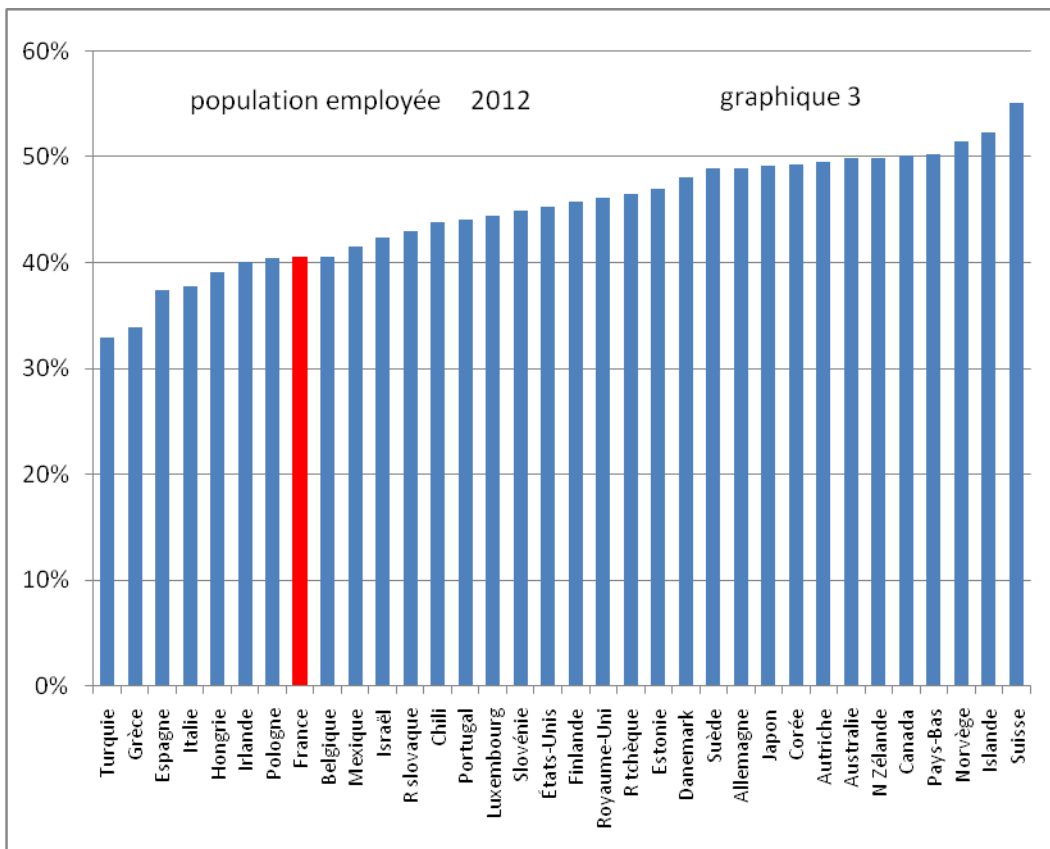
Une douzaine de critères sont nécessaires pour couvrir exhaustivement les différentes facettes de l'économie d'un pays. Les graphiques des pages suivantes situent la France par rapport aux autres nations.



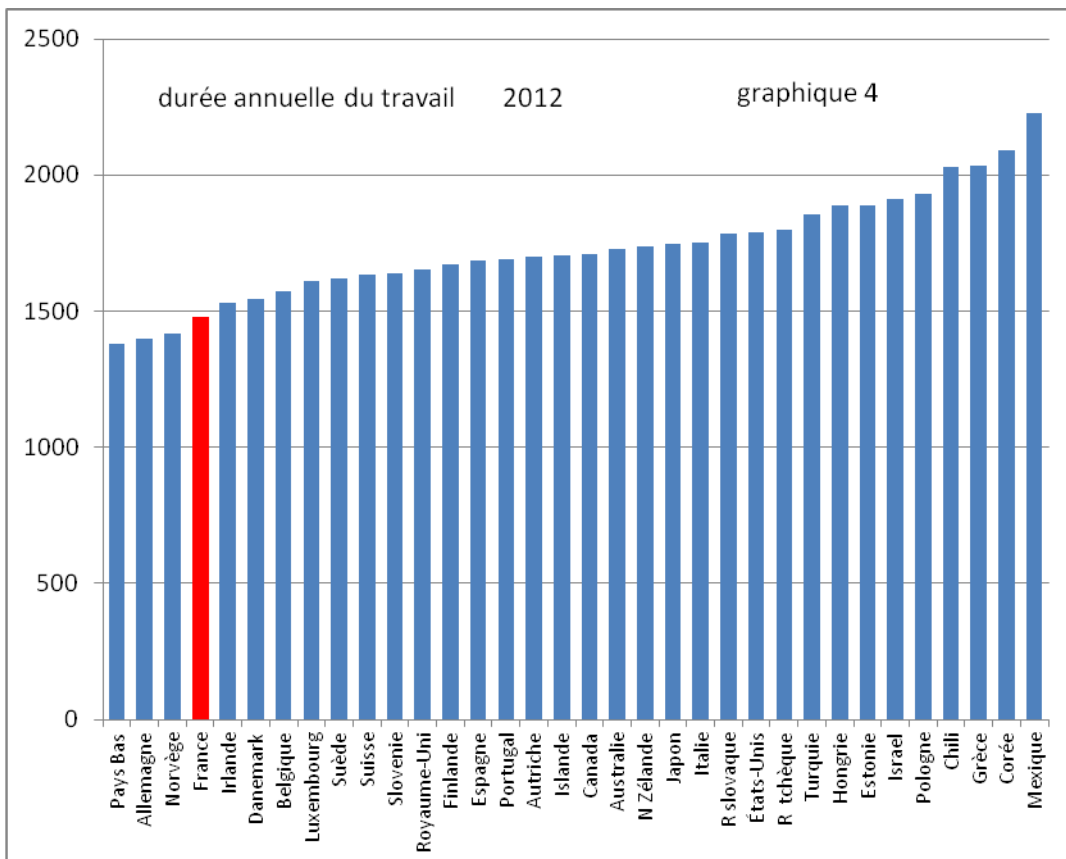
Le pib français par habitant n'a rien d'exceptionnel.



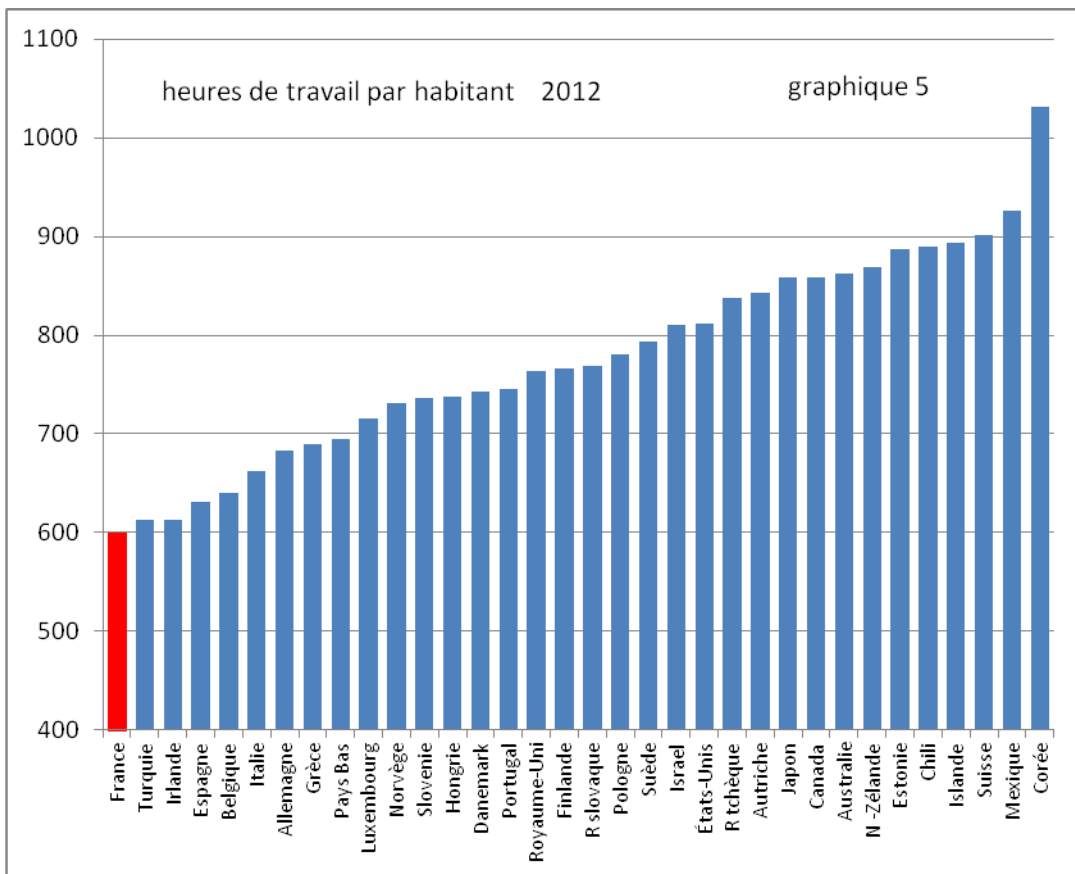
La croissance française est médiocre.



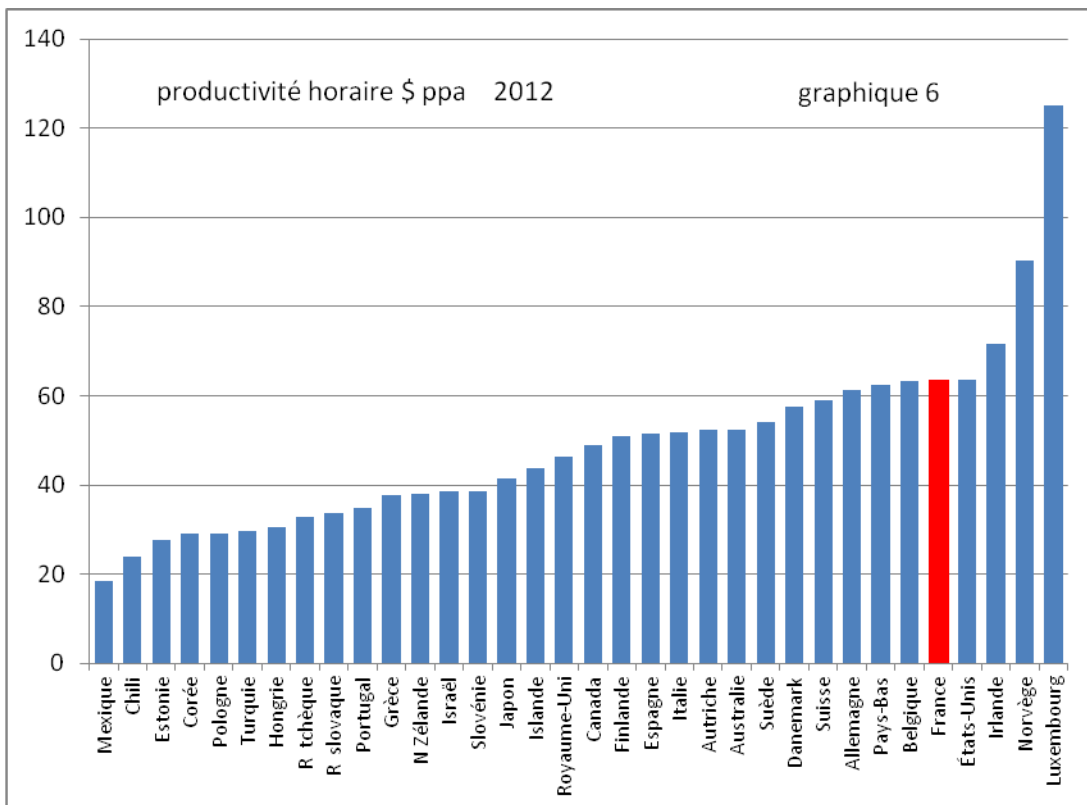
Une part importante de la population française n'a pas d'emploi (chômage, retraites, assistance). Les pays scandinaves occupent de 46 à 51 % de la leur.



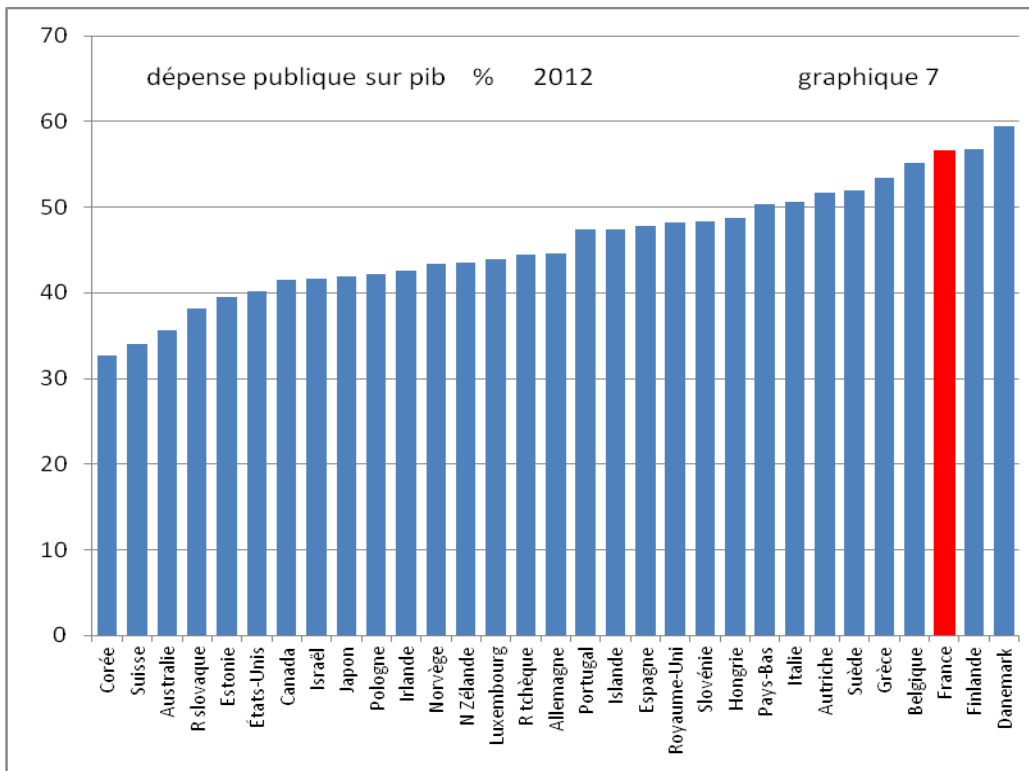
La durée du travail est une des plus basses.



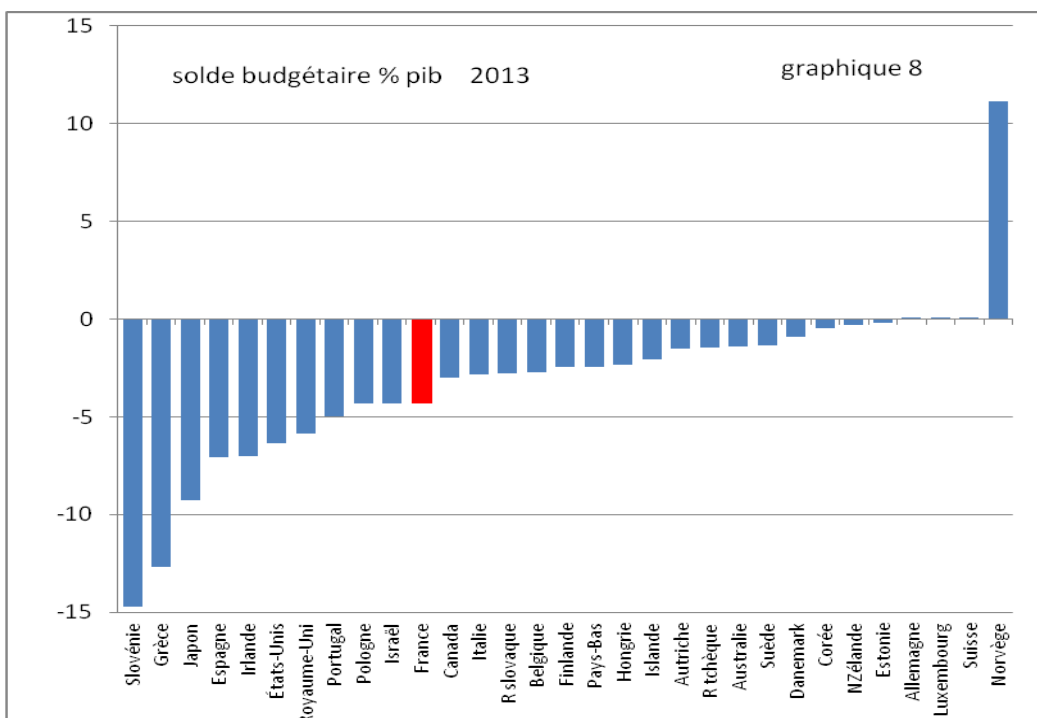
Le temps de travail par habitant est le plus faible du monde.



La productivité horaire classe honorablement les travailleurs français ; le problème est qu'ils ne sont pas assez nombreux et que leur durée du travail est faible.



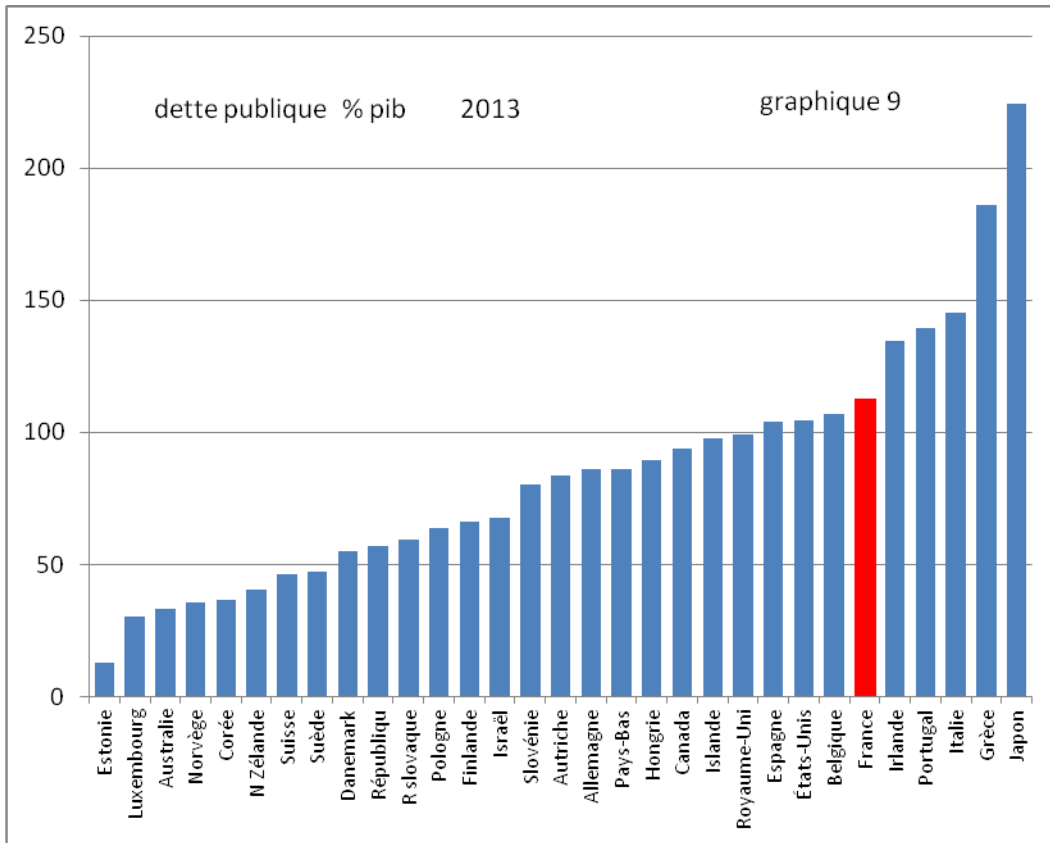
La dépense publique française, très élevée, n'est dépassée que par celles de la Finlande et du Danemark.



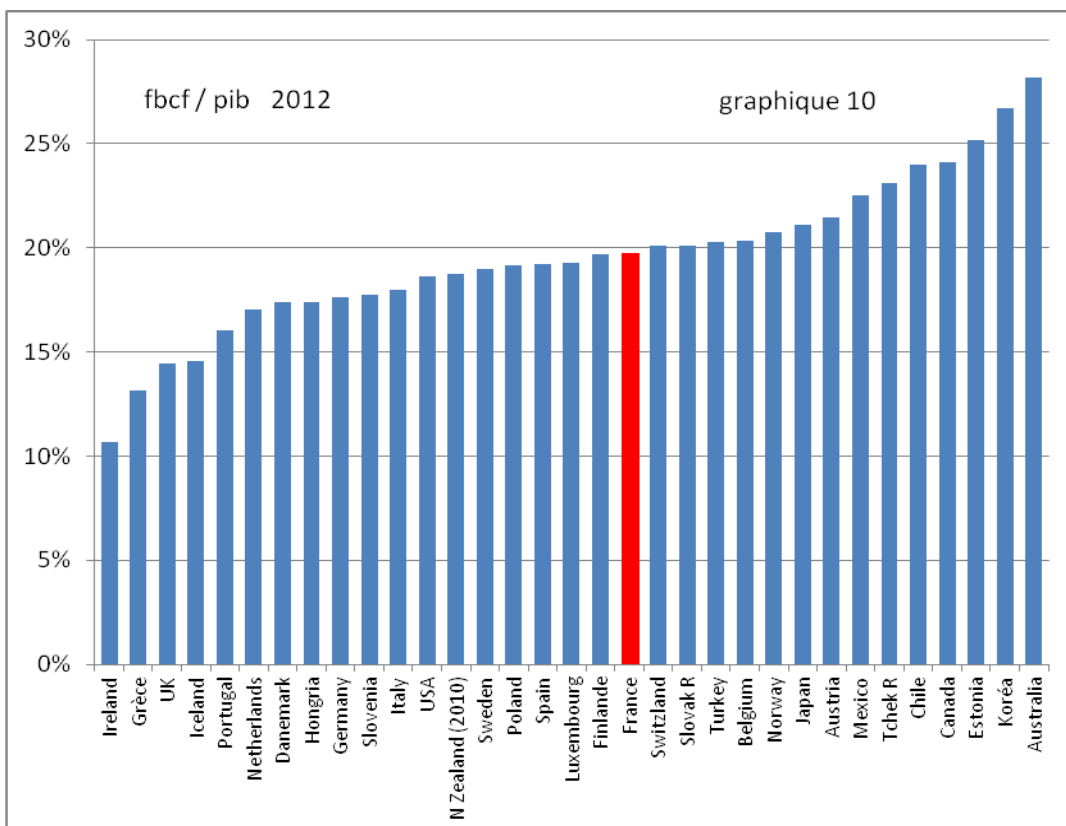
Les pays à dépense publique élevée ont plus de peine que les autres à équilibrer leurs budgets ¹. Le déficit est permanent en France depuis trente ans. Le Traité de Maastricht prévoyait un maximum de 3 %, et 0 en moyenne.

Les pays scandinaves font exception, la Norvège grâce à ses ressources en Mer du Nord, les trois autres par conviction.

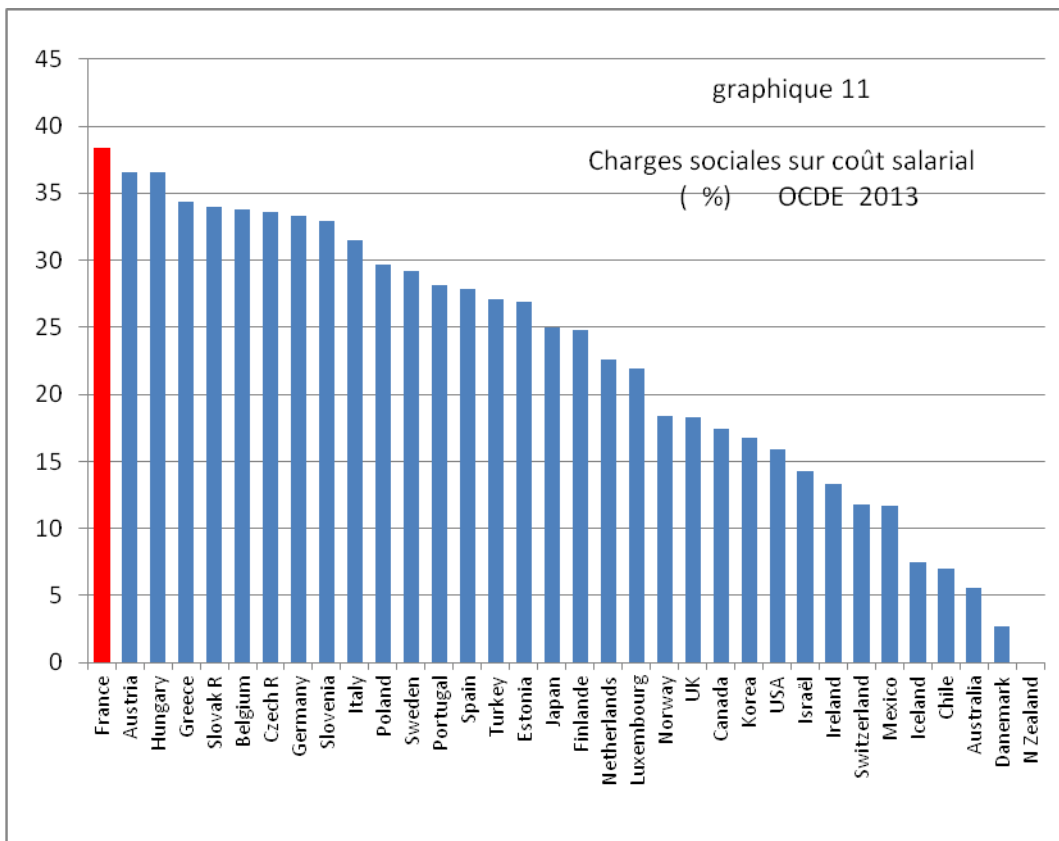
¹ [Trente pays dans la crise](#)



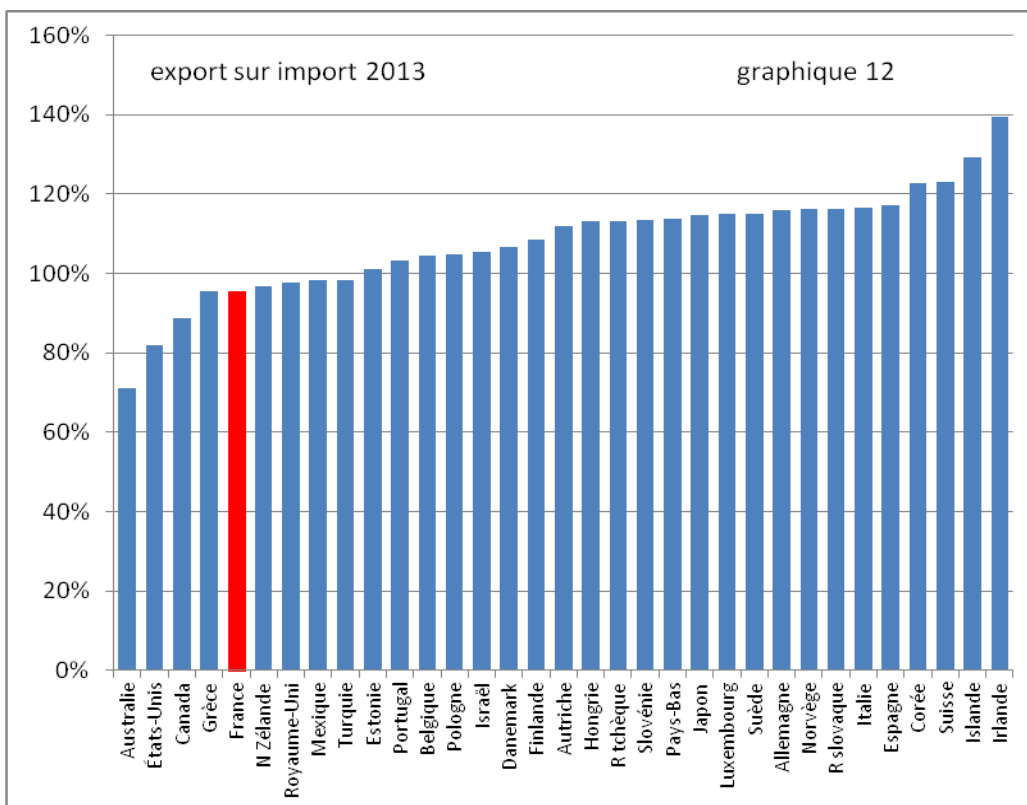
La dette publique française est très supérieure à une moyenne elle-même excessive. Le plafond du Traité de Maastricht est de 60 %.



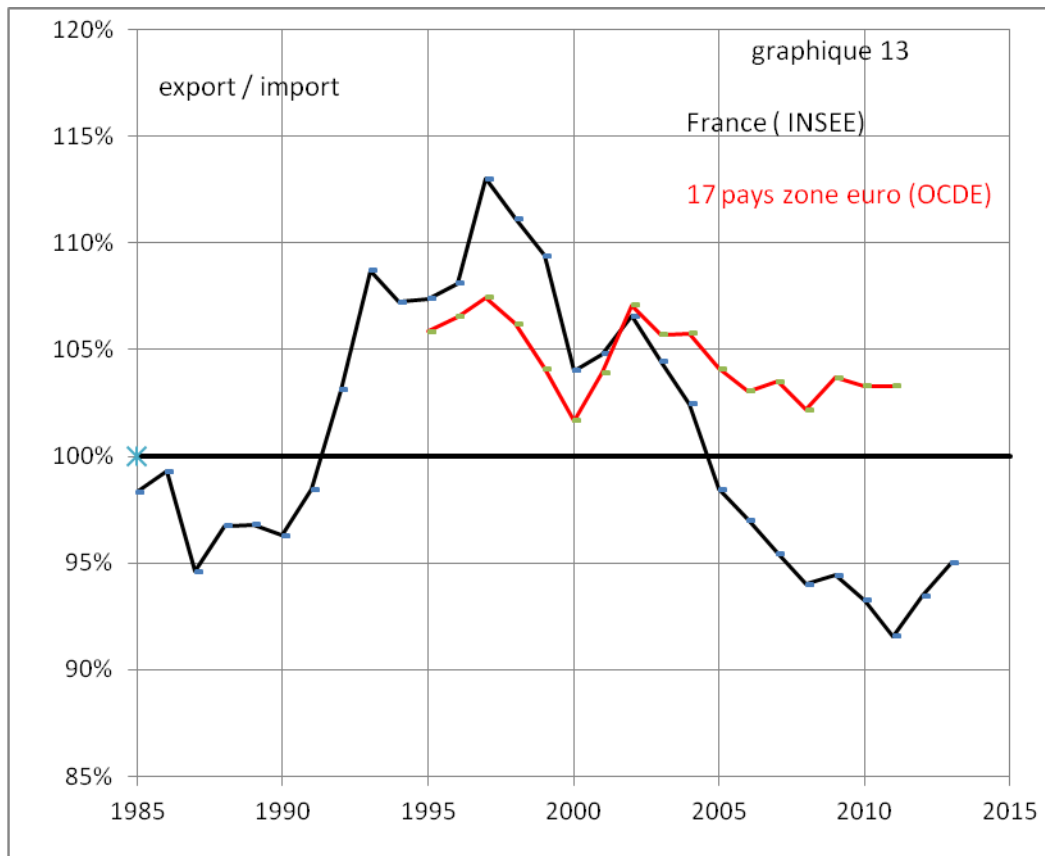
Le taux d'investissement français est moyen.



Les charges sociales françaises sont les plus lourdes du monde.



La couverture export/import est insuffisante; c'est l'indicateur d'un manque de compétitivité.



La compétitivité est en chute libre depuis dix ans. La France a déjà connu des années difficiles pour son commerce extérieur à la fin des années 80 ; elle s'était brillamment redressée. La rechute s'est produite dès 2005. La crise de 2007 l'a accentuée, alors que les pays voisins maintenaient leur équilibre commercial.

L'avenir du système français

L'échec économique

Les caractéristiques économiques actuelles de la France ne sont pas extrapolables aux années futures. Le sous-emploi, particulièrement celui des jeunes, le coût croissant des retraites, les dépenses de santé d'une population vieillissante, la balance commerciale déséquilibrée, le déficit et la dette publics, il y a là autant d'indicateurs d'un dérapage qui s'accélérera et mènera à un déclin insupportable. L'échec économique est patent. La France peut-elle y remédier par un traitement qui soit purement économique ?

Le système français

Les singularités économiques françaises, qui sont fortes, ne sont pas des curiosités indépendantes les unes des autres. Elles sont l'expression d'un système complet, et celui-ci est à la fois économique, politique et social. Il est soumis aux contraintes économiques, qui sont les mêmes pour tous les pays, mais qui ne suffisent pas à le

conditionner complètement. Il reste à chacun des degrés de liberté ; ce sont ses choix de société : préférences, valeurs, options, aspirations, velléités.

Les graphiques précédents sont révélateurs des choix des différents pays :

- France : le travail est rare et cher
l'Etat Providence a réponse à tout
le court termisme règne
- Allemagne : les objectifs sont le plein emploi, l'équilibre budgétaire et la compétitivité
- USA : les valeurs sont le travail et la productivité ; l'assistance est réduite au minimum (chacun est responsable de s'assurer).
- Corée : les priorités sont le travail, l'équilibre budgétaire et la compétitivité.

Vie et mort des systèmes

Tout système est spontanément stable ; il en faut beaucoup pour le remettre en cause. Face à une tentative de réforme, il se réarrange le plus souvent et la neutralise. On ne peut agir sur un système que par ses rares clés ; pour un système économique national, ce sont justement ses valeurs ; il y faut un large consensus. C'est souvent à l'occasion d'une rupture lourde.

Exemples de ruptures de système

- la prise de conscience que l'Etat Providence allait dans le mur, car il sacrifiait le long terme, a convaincu l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande, la Suède, les Pays Bas, le Royaume Uni ²
- les lois Schroeder-Hartz ont fondé la compétitivité allemande
- l'échec patent : disette, banqueroute, nuit du 4 août 1789
- la grève des impôts en Californie (Reagan)
- le collapsus soviétique de 1989
- la guerre : 1970, 1940, 1944, 1958
- le financement extérieur bloqué : Joseph Laniel aux Bermudes
- la pression européenne pour réduire la dépense publique et la dette, et accroître la compétitivité : Irlande, Portugal, Grèce, Espagne

Si les systèmes nationaux n'aiment pas changer, ils peuvent être obligés de le faire. Par leur dimension économique, ils sont ouverts sur l'extérieur : import / export, monnaie, taux, financement de la dette. Autant d'opportunités et aussi de limites aux aspirations nationales. La France a sans doute un rendez vous proche avec ses voisins de l'euro et / ou les agences de notation. L'autre occasion du changement est intérieure, quand l'insatisfaction tourne à la révolte.

L'échec du système français

Initié en 1945 par le CNR, l'Etat Providence français a sans doute eu son utilité jusqu'en 1975, pendant la grande modernisation des Trente Glorieuses. Depuis quarante ans, il n'est plus qu'une énorme machine à redistribuer un revenu national que personne ne s'avise de développer. Par électoralisme et démagogie, son objectif est de satisfaire les demandes à court terme de la majorité : un revenu élevé et beaucoup de temps libre.

² Jacques La Rosière Dérives budgétaires et Pacte de Stabilité. Commentaire n° 105

Les mesures anti-travail se sont multipliées : SMIG, préretraites, retraites à 60 ans, 35 heures, congés, RSA. Ces mesures sont efficaces dans leur genre. Le chômage est endémique, la part de la population occupée et la durée annuelle du travail sont des plus basses, mais tout cela a un coût.

Des prestations sociales élevées alourdissent le taux des charges. Ne les supportent que les entreprises capables des hautes productivités correspondantes³. A ce niveau, les compétences ne sont pas légions. En face, les vastes cohortes des assistés ne sont pas motivées par les salaires qu'offrent les boulots, petits et moyens, qui leur sont accessibles; l'assistance et le travail noir leur suffisent.

Paniquant devant la montée du chômage, le système a réagi en multipliant des emplois publics inefficaces et en bricolant une politique des bas salaires. Leurs charges ont été réduites et le SMIG augmenté, brisant le lien salaire / productivité et démotivant le haut comme le bas de l'échelle des rémunérations.

Les charges sociales prélevées sur le travail sont cependant insuffisantes et le déficit des comptes sociaux est supporté par le budget public. Compte tenu de ses propres dépenses, et malgré une fiscalité record, le déficit est permanent.

Ainsi s'est constitué un système compact qui a organisé à la fois la rareté et la cherté du travail.

Injustices

L'éducation nationale ne sait pas doter les jeunes des compétences demandées par le marché du travail. Le système leur refuse l'apprentissage et l'alternance, qui les professionnaliseraient. En outre, par la dette, le système renvoie à terme sur les jeunes la charge de ses déficits actuels. Première injustice.

Les bénéficiaires du système constituent une majorité hétéroclite (à base de retraités précoces, fonctionnaires, politiques, intermittents et immigrés). Ils écrasent la minorité des stakhanovistes de la production marchande sous les impôts et les charges sociales : la France à deux vitesses. Deuxième injustice.

A l'erreur économique s'ajoute l'échec moral. Il est sanctionné par l'exil des meilleurs et la fuite des capitaux.

Un changement économique profond est nécessaire. Il ne se réalisera pas sans que les valeurs dominantes de la société française aient été mises en cause. Quelles sont les chances de ce changement-là ?

De la difficulté de changer

Les particularités sociétales de la France ne facilitent pas son adaptation au monde actuel :

- . la loi est préférée au contrat
- . l'activité législative et réglementaire est brouillonne et pléthorique
- . le syndicalisme, éclaté, est peu représentatif et irresponsable
- . le Bench Marking est refusé au nom de l'exception française
- . l'opinion n'est préparée à la fin de l'Etat Providence, ni par les médias, ni par les formations politiques

³ [Libérer l'industrie](#)

- . l'Europe n'est pas prise comme une chance, mais comme une contrainte
- . la récrimination, la grève, l'opposition frontale, le dogmatisme sont préférés à la coopération, au débat, à la négociation et au compromis
- . associations et lobbys ont remplacé l'intérêt général, notion désuète
- . les immigrés ne sont pas intégrés et donc abandonnés aux communautarismes

L'idéologie dominante véhicule des tabous paralysants :

Anti-capitalisme, lutte des classes

L'écologie n'a pas de prix

Anti-économisme, antilibéralisme

L'horreur économique de Viviane Forestier

La majorité a tous les droits (1981, André Laignel)

L'abandon du système actuel, économiquement nécessaire et socialement difficile, demande à être préparé. L'inquiétude devant le changement est en effet le fourrier de tous les extrémismes. Que la cause en soit interne ou externe, l'aggiornamento de la société française aura à respecter des conditions qu'il n'est pourtant pas difficile d'imaginer.

Le plan de redressement

- . accroître l'emploi et l'activité en réduisant le coût du travail : alléger les charges sociales, supprimer le SMIG et la RTT, diminuer les avantages faits au non-travail (RSA), élever l'âge de la retraite: ces économies jointes au progrès du PIB équilibreront les comptes sociaux
- . développer massivement l'apprentissage et l'alternance
- . réviser en permanence la dépense publique à la baisse suivant une trajectoire programmée.
- . piloter une baisse progressive de la recette publique, une fois que l'excédent budgétaire sera revenu.
- . substituer au mécanisme aveugle de la solidarité obligatoire le jeu des initiatives responsables, assurance volontaire et générosité privée. Seules les Allocations Familiales, cause nationale, émargeront au budget public.

Dans ces conditions la confiance se rétablira progressivement : l'investissement pourra repartir et la croissance revenir.

C'est un plan à mener dans la durée (dix ans), sans réformettes, ni demi-mesures. Rien ne se fera sans un large consensus. Le constat et le plan de redressement doivent être approuvés par les partenaires politiques et sociaux, puis soumis à l'opinion par referendum et enfin sanctuarisés dans une charte qui ait valeur constitutionnelle. Chaque année seront publiés l'état de la nation et les orientations actualisées. Le tout sous le contrôle d'un comité des sages.

L'Australie, la Nouvelle Zélande, le Canada, la Suède, les Pays Bas et le Royaume Uni se sont dotés en leur temps de telles règles du jeu ⁴ . Elles sont toujours d'actualité. L'Allemagne l'a prouvé plus récemment.

Août 2014

⁴ La Rosière, opus cité